

La crise du corona virus et la situation des médecins et de la santé en Égypte

vendredi 17 avril 2020, par [ABDEL RAMAN Khaled](#) (Date de rédaction antérieure : 13 avril 2020).

Chaque jour, nous entendons parler de dizaines de membres du personnel médical infectés par le nouveau virus Corona en Égypte, de l'Institut d'oncologie à l'hôpital Sadr de Dikrnis en passant par l'Institut de cardiologie, et bien d'autres. Il y a une très forte augmentation du nombre de contaminations dans le corps médical. L'Association médicale a fait état de 43 médecins infectés et de 3 décès. La mortalité et le taux de contamination des médecins sont généralement estimés à environ 15% du total des cas déclarés à ce jour.

D'autre part, le corps médical serait responsable de la contamination, comme l'indiquent la déclaration de l'a commission sanitaire au Parlement et une publication de la Direction de la Santé de Kafr El Sheikh. Un médecin qui se plaint de l'absence de matériel de lutte contre la pandémie est sanctionné, comme cela s'est produit avec ce médecin du gouvernorat de Sherkia, muté de force par la Direction de la santé de ce même gouvernorat, jusqu'à des médecins menacés par les renseignements généraux au cas s'ils en venaient à suspendre leur travail pour exiger du matériel comme cela s'est produit à l'Institut de cardiologie, et menacés de licenciement comme cela s'est produit à l'Institut d'oncologie, pour ne parler que de cas connus.

Nous constatons également qu'au niveau local, il y a une disparité dans les réactions des populations vis-à-vis des médecins, qui vont de la considération envers le rôle des médecins comme le traduit la vidéo d'applaudissements pour un médecin d'Assouan, jusque, à l'opposé, au manque de reconnaissance comme lorsque les habitants du village de Kafr El Dawar ont refusé d'enterrer la mère d'un médecin, décédée du corona virus, ou que des résidents d'un immeuble menacent le médecin d'appeler la police s'il ne déménage pas, comme cela s'est produit à Port Saïd et Sohag ?

Que se passe-t-il ? Quelle est la raison de ce grand nombre d'infections ? Quelle est la raison des disparités des réactions populaires face aux médecins et au corps médical ?

La vérité est que les membres du corps médical, ainsi que les patients, payent maintenant la facture d'années de négligence sanitaire des pauvres en Égypte et le prix d'avoir transféré, via les médias d'État, la crise sanitaire sur le corps médical.

Après la révolution de janvier, les médecins et les personnels médicaux ont lutté pour améliorer le système de santé, et le slogan « le droit à la santé » et le slogan « la santé est un droit, pas une prime » était au cœur de cette lutte, et ils exigeaient que les médecins voient leurs salaires augmenter, parallèlement à l'augmentation du budget de la santé pour se mettre en conformité avec les normes internationales. Dans cet objectif, Ils ont mené trois grèves importantes en 2011, 2012 et 2014. Ils ont également fait de très nombreuses actions de protestations pour ces deux revendications, entre autres, de sorte que le rôle des médecins à cette époque s'est transformé en un levier sociétal pour l'ensemble du secteur de la santé. Ils ont réussi à bloquer les tendances opportunistes qui exigeaient la dissociation de la revendication d'augmentation des salaires du reste

des revendications des médecins, longtemps après la révolution, Ceci, soit dit en passant, est l'une des raisons les plus importantes qui alimentent la rancune constante du gouvernement envers les médecins.

L'objectif de la revendication de l'amélioration de leur traitement était principalement de chercher à verser un salaire correct au médecin, ce qui lui permettrait d'exercer sa profession à plein temps, de mener des recherches scientifiques dans son domaine et de développer son expertise médicale, au lieu de se disperser sur plusieurs postes afin d'offrir un minimum de vie décente à lui-même et sa famille. Pour être plus clairs, imaginons la situation d'un médecin qui touche un salaire d'à peine 170 dollars toutes indemnités comprises. Même avec la maigre hausse approuvée par Sissi en mars dernier pour augmenter la prime versée aux professions médicales de 75%, l'augmentation n'a pas dépassé 400 livres, soit 25 dollars seulement. Et il convient de noter ici que la prime pour les professionnels de la médecine, initialement, a été approuvée en 2014 après une lutte mémorable de médecins et une grève de tous les agents de santé qui a duré 60 jours.

Les médecins reçoivent également une indemnité mensuelle de contamination estimée à 19 livres tandis que l'indemnité de contamination versée à un jeune procureur se monte à 3000 livres. Rappelons qu'il existe une décision de justice datant de 2015 ordonnant de verser une indemnité de contamination de 1000 livres pour les médecins (c'était avant la décision de libéraliser le taux de change) mais le gouvernement refuse d'appliquer cette décision, et pire encore, le ministère de la Santé l'a contestée ! Quant aux salaires des infirmiers, ils sont également faibles et atteignent au maximum, selon les déclarations du Syndicat des infirmiers, 1300 livres pour un infirmier nouvellement diplômé et 3000 livres pour un ancien infirmier.

Les méthodes de management et de contrôle révèlent de fortes pressions sur les soignants, comme la mise en place du pointage digital (biométrique), les mutations forcées de médecins et leur affectation à des tâches difficiles sans tenir compte de leur situation. Le dernier exemple est l'accident du minibus transportant des femme médecins de Minya. Une des rescapées raconte qu'elle et ses collègues ont été averties de l'heure de la session seulement quelques heures avant. Elles n'ont pu obtenir de place en train, ce qui les a obligées à voyager en minibus de Minya au Caire sur une route dangereuse. Elles avaient reçu un avertissement du ministère de la Santé, les sommant de se débrouiller et d'y assister de quelque manière que ce soit, et les menaçant, en cas d'absence à la session de formation à la date spécifiée, de sanction pour avoir refusé d'obtempérer aux ordres et déferrement pour instruction, ou de mutation forcée.

Bien sûr, ce contexte peu avenant a fait fuir de nombreux médecins et personnels médicaux, de sorte que le nombre de médecins démissionnaires a augmenté, passant de 1044 pour l'année 2016 à 2049 en 2017, puis à 2397 en 2018. Le nombre de médecins égyptiens travaillant à l'étranger s'élève à 100 000, dont 65 000 pour la seule Arabie Saoudite. Tout cela a contribué à réduire le nombre de médecins travaillant en Égypte à 80 000 médecins travaillent dans les hôpitaux, les directions des services de santé, les hôpitaux et les établissements universitaires, sur un total de 213 000 médecins inscrits. Le total du personnel infirmier travaillant dans le secteur public s'élève à 187 000 sur un total de 243 000 inscrits. Beaucoup ont démissionné ou sont partis travailler à l'étranger après avoir pris un congé sans solde, ce qui a entraîné de graves pénuries de personnel soignant.

Dans le secteur médical, le taux est tombé à 10 médecins pour 10 000 habitants, alors que le ratio mondial pour le nombre minimum de médecins nécessaire s'élève à 23 médecins pour 10 000 habitants. En Europe, le taux est de 32 médecins pour 10 000 habitants. Le personnel infirmier a diminué pour atteindre le taux de 22 infirmiers pour 10 000 habitants, alors que le ratio minimum mondial d'infirmiers pour fournir un service acceptable est évalué à 45 pour 10 000 habitants.

Tout cela a conduit à la déclaration de la ministre de la Santé, Hala Zayed, selon laquelle nous avons

le plus faible pourcentage de médecins au monde, et à l'appel du Parlement à retarder l'âge de leur départ à la retraite, et à envisager la promulgation d'une loi qui interdirait aux médecins de voyager, un projet qui n'a pas vu le jour. Mais les médecins et les membres des professions médicales travaillant à l'étranger versent à l'État l'équivalent de 1000 dollars par an pour l'assurance, les retraites et le renouvellement des congés sans solde. Le transfert de leur épargne en Égypte n'est pas inférieur à 3 milliards de dollars par an, selon le Docteur Ahmed Hussein, ex membre du syndicat des médecins. Une nouvelle loi concernant les médecins qui ont fait leur spécialisation pendant leur internat a été publiée en septembre 2019, qui a augmenté la rétribution du médecin à 2200 livres avec une contrepartie contraignant ce médecin (stagiaire) à travailler dans les hôpitaux publics pendant deux ans, au lieu d'un an, pour remédier à la pénurie. Évidemment, l'augmentation est une bonne chose, si ces médecins ne peuvent travailler dans les hôpitaux sans supervision, il reste que cette décision est une tentative de couvrir le scandale de la pénurie de médecins. Dans les hôpitaux, il faut mentionner ici l'instrumentalisation politique de cette décision, car si la loi a été promulguée en septembre 2019, Sissi l'a annoncée à nouveau le 3 avril dernier pour s'en servir politiquement en pleine crise de Corona virus.

Le deuxième axe des revendications du corps médical est l'augmentation du budget de la santé pour se conformer aux standards internationaux, soit 15% du budget général de l'État. Alors que le budget actuel de la santé est de 4%, dont un tiers va aux salaires des employés et des consultants du ministère, le reste est absolument insuffisant pour couvrir les besoins des hôpitaux en matériel et autres besoins des patients, du corps médical et le matériel pour faire face aux maladies, ce qui crée une situation de pénurie ou de non fonctionnement des appareils. Combien d'entre nous sont allés à l'hôpital public et ont fait les frais d'une grave pénurie de matériel ! Le corps médical demande au proche du patient de l'acheter à l'étranger, ce qui alimente chez les patients une colère sévère contre l'état du secteur de la santé en Égypte, colère qui se retourne contre le soignant qui n'y est pour rien. Et cette colère augmente quand les hôpitaux publics recourent au financement du fonds pour l'amélioration des services en élargissant les services rémunérés au détriment des services gratuits, en application de la loi sur l'organisation du travail hospitalier, et parfois en rendant payant le secteur gratuit.

Un autre point important est que le déficit permanent de matériel préventif et anti-infectieux font des hôpitaux des foyers de propagation de la contagion et un environnement fertile pour la contamination et la mort des médecins, en particulier pour les virus respiratoires et la méningite, et des dizaines de médecins sont morts, victimes d'une contamination sur leur lieu de travail, tels que le docteur Ahmed Abdellatif, le docteur Osama Rashid et le docteur Dalia Mehrez, et d'autres, dans la période pré-Corona. Les médecins ont été contaminés et les hôpitaux se transforment en bouillon de culture, une situation notoire depuis des années et bien antérieure au déclenchement de l'épidémie de Corona.

Pour plus de précisions, voici quelques statistiques qui dépeignent la situation sanitaire en Égypte. Alors que le rapport global du nombre minimum de lits à la population est 36 lits pour 10 000 habitants, le pourcentage en Égypte est de 16 pour 10 000. En ce qui concerne les lits de soins intensifs, contrairement à la déclaration d'un des membres du comité de lutte contre le Corona du ministère de la Santé à la télévision sur la disponibilité de ces lits, le fait est que l'Égypte est bien dans une position inférieure à la moyenne mondiale. Alors que la moyenne mondiale est d'un lit pour 7 000 habitants, le nombre est estimé en Égypte à un lit pour 17 000 habitants. Tout cela a entraîné le recul du classement de l'Égypte dans le Rapport sur la Compétitivité Mondiale de l'année 2019 au niveau de la santé, de la place 99 (sur 141 États) en 2018 à la place 103 en 2019.

En effet, la réalité nous rappelle que nous avons un déficit très sévère de personnels de santé, et que le niveau des services de santé est très faible. C'est le résultat de l'absence de la santé du citoyen pauvre des priorités du régime au pouvoir en Égypte, occupé à construire des palais présidentiels,

des prisons pour ses opposants, et à soutenir son entourage d'hommes d'affaires et généraux. Nous payons la facture d'années de militarisation de l'État, de son soutien à son capitalisme, au détriment des droits du citoyen pauvre en matière de santé, d'éducation et de recherche scientifique. Pendant des années le patient égyptien a supporté le fardeau de la dite réforme économique et l'aide aux hommes d'affaires. Nous constatons aujourd'hui le fossé qui s'est creusé entre le propagande pour la réforme économique et ses promesses de lendemains qui chantent, et l'amère réalité à laquelle elle a conduit. Cette facture est lourde, et il reviendra à tous ceux qui ont bénéficié de cette réforme économique dans les années passées de s'en acquitter.

Lundi 13 Avril 2020

Khaled Abdel Raman

P.-S.

- Source : <https://reverso/politics/42257>
- Traduction de l'arabe, Luiza Toscane.